

Le Métrocâble ne tient plus qu'à un fil

Invitation du collectif LUCSE à participer à l'Enquête Publique



12 décembre 2023

La métropole grenobloise ne manque jamais d'idées pour développer sa vision d'une agglomération moderne et compétitive. Le grand projet du moment est porté par le SMMAG, qui prévoit la construction d'un téléphérique urbain sur 3,5 km entre Fontaine et Saint-Martin-le-Vinoux. Le but de ce projet est d'anticiper un besoin hypothétique futur de mobilité dans ce secteur, créé par plusieurs nouveaux projets immobiliers.

Présenté par ses défenseurs comme « la meilleure solution pour répondre aux besoins de mobilités présents et futurs du secteur nord-ouest de l'agglomération », il est pourtant loin de faire l'unanimité parmi les habitants.

Le collectif LUCSE – Lutte pour un Usage Collectif et Solidaire des Espaces, dénonce depuis bientôt trois ans la vision marchande de l'urbanisme portée par la Métropole Grenobloise. A la place, nous revendiquons une vision de la ville où l'aménagement appartienne ses habitants et habitantes, et non pas aux entreprises et aux spéculateurs. Mais comme tous les collectifs en lutte, nous nous heurtons à des institutions trop vastes, à des aménageurs trop déconnectés des quartiers et de leurs habitants, se contentant d'organiser des simulacres de moments démocratiques pour se

donner bonne conscience. C'est pour protester contre cet aménagement hors-sol et revendiquer un autre « droit à la Ville » que le collectif LUCSE a rejoint l'opposition au projet de Métrocâble, et présente maintenant cette contribution.

Nous percevons ce projet comme une énième tentative de la métropole de se montrer compétitive, mais compétitive pour qui ? Pour quoi ? Il nous semble essentiel de s'interroger sur les bénéficiaires réels de cette compétitivité et sur les objectifs précis visés par la métropole.

Le projet de Métrocâble, vitrine de la métropolisation à Grenoble

Les villes sont devenues des marques, et la métropole Grenobloise ne fait pas exception. Le processus de métropolisation s'accompagne de la mise en concurrence économique des grandes villes, qui vont chacune chercher à attirer un maximum de richesses et de spéculateurs financiers.

Dans cette course effrénée à l'attractivité, Grenoble se retrouve au coude-à-coude avec Lyon, sa principale concurrente sur le territoire régional. Pour se démarquer, elle mise sur sa spécialité, sa « marque de fabrique » : les hautes-technologies.

En effet depuis des années, Grenoble accueille sur sa « Presqu'île scientifique » un consortium toujours plus grand d'entreprises privées (ST-Microelectronics, Minatec, Siemens, Schneider Electric...), soutenus par des organismes de recherche publics (CEA, CNRS, Institut Laue-Langevin, Campus GIANT, etc). Mais cela ne suffit pas : pour rester compétitive face à ses concurrentes, la métropole doit continuer d'attirer à la fois les investisseurs, les entreprises, et leurs travailleurs, en particulier les ingénieurs et cadres.

Afin de booster son attractivité, Grenoble Alpes Métropole a créé sa propre marque, appelée Grenoble Alpes, « visant à fédérer les acteurs publics et privés de la région grenobloise pour contribuer à son rayonnement, sa notoriété, son attractivité et son hospitalité ». Cette marque incarne à elle seule la financiarisation de la ville et de son aménagement : ainsi, Grenoble Alpes présente chaque année son offre immobilière au SIMI (Salon de l'Immobilier d'Entreprise) et au MIPIM (Marché International des Professionnels de l'Immobilier) pour « pour présenter les opportunités d'affaires aux professionnels de l'immobilier ». C'est au MIPIM que le SMMAG (cité parmi les « premiers membres bienfaiteurs » de Grenoble Alpes) a fait en 2021 la promotion de son projet de Métrocâble.*

La présence du SMMAG à ce grand salon de la spéculation immobilière démontre à elle seule que ce projet de transport par câble, plutôt que de répondre à un vrai besoin, est avant tout une vitrine pour la métropole Grenoble Alpes, une publicité géante installée aux portes de la ville pour dire aux investisseurs : « venez vous installer ici, nous sommes la ville du Futur » ; et aux ingénieurs-cadres : « venez travailler ici, vous pourrez habiter dans de grandes maisons hors de la ville et aller au travail dans un transport futuriste spécialement construit pour vous! ».

Cela pourrait paraître idéal... seulement dans cette course sans fin, les grands absents sont tous les autres habitants. Bien loin des « pionniers gold » de la marque Grenoble Alpes, qui regroupent sportifs de haut niveau et start-uppers faisant la promotion du « buen vivir » grenoblois, la majorité des 450 000 habitants et habitantes de la « Cuvette » se préoccupent peu d'avoir des entreprises prestigieuses dans leur ville, et un Métrocâble qu'ils n'utiliseront pour la plupart jamais. En revanche, ils aimeraient sûrement que les 80 millions d'euros dépensés pour le projet soient consacrés à des besoins plus importants et qui les concernent.

Ces besoins n'ont rien à voir avec l'innovation, les hautes technologies ou les bureaux connectés du projet People Connect sur la Presqu'île. Ils sont également très éloignés de l'idée d'une écologie high-tec, selon laquelle les nanotechnologies et l'intelligence artificielle vont nous sauver de la crise climatique tout en poursuivant une croissance infinie. L'écologie dont nous avons besoin est une écologie populaire et sociale, qui garantisse, pour commencer, l'accès à un logement et à une alimentation dignes, sains et abordables.

Nous avons bien conscience que la participation à une enquête publique ne permet que rarement aux opposant.es aux projets urbains de se faire entendre. Néanmoins, l'enquête publique sur le Plan de Prévention Risque Inondation qui a eu lieu l'hiver dernier a montré que ces enquêtes pouvaient, parfois, permettre de contraindre les pouvoirs publics dans leurs velléités aménagistes. Ainsi celle-ci avait permis d'empêcher le passage de plus d'une vingtaine d'hectares de terres agricoles sur Sassenage en zone constructible. Aujourd'hui, le projet n'a jamais été aussi fragile, après les changements de position de plusieurs mairies dont Grenoble, les avis très critiques de plusieurs institutions telles que la MRAE, ou encore la mobilisation des habitant.es et de nombreuses associations. Cette enquête publique est l'occasion de mettre un coup d'arrêt à ce projet et plus largement de mettre des bâtons dans les roues de la grande machine urbanisante métropolitaine.

Bon c'est sûr, on préfère passer du temps à construire des cabanes, ouvrir des bâtiments vides, organiser le blocage du prochain MIPIM, ou réfléchir à la ville qu'on aimerait participer à construire face au néolibéralisme urbain. Mais quand la voie institutionnelle nous permet d'obtenir un tant soit peu une victoire, on ne dit pas non.

Pour contribuer à l'Enquête Publique : <https://www.registre-numerique.fr/liaisonparcable/deposer-son-observation>

* Quelques sources :

<https://www.grenoblealpes.fr/>

<https://www.salonsimi.com/liste-exposants/fiche-exposant/46f31603-b37f-ed11-a8d3-005056ac7c95/>

<https://www.grenoblealpes.fr/69-le-simi.htm>

<https://www.grenoblealpes.fr/117-mipim.htm>